

Du 17 au 22 août 2022

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.



- 1	Cor et ses projets
	 Pêche: projet Ecofish
	 Réchauffement climatique : les îles en première ligne Océan Indien : Lancement du livre « les iles face au défi climatique »
1.3	 Environnement : Projet ExPLOI
2	2. Centres d'Intérêts
2.1	 Conomie
2.2	 Pêche
2.3	 Un plan national d'actions pour protéger les pétrels de La Réunion
2.4	 Tourisme — Obeegadoo : « La réussite de la réouverture est reconnue par tous » Secteur aérien : 71 289 passagers enregistrés au premier semestre
	Santé
2.6	 Aviation



COI et ses projets **Pêche : Projet Ecofish**17 août 2022

Lien de l'article



Ethiopia: Addis Ababa Hosts IGAD Fisheries Coordination Platform Workshop



Addis Ababa is hosting the IGAD Fisheries Coordination Platform Workshop which reflects on the performance and activities of the IGAD ECOFISH program at national and IGAD levels. The three days workshop which will be closed on August 18 is also aimed at strengthening inter-regional collaboration of the IGAD sub-region to promote sustainable, inclusive, and integrated management of fishery resources.

Ethiopia's State Minister of Agriculture Fikru Regassa, IGAD's Executive Secretary representative Abebe M. Beyene, and Madev Ballo, Regional Manager of EU's Regional Sustainable Fisheries Management Program for Eastern Africa, Southern Africa, and Indian Ocean Region are among the participants of the workshop.

The workshop was opened by Fikru Regassa who revealed that fishery and aqua culture development were one of the targets of Ethiopia's 10-year Strategic Development Plan and Agricultural Plan. The State Minister stated that Ethiopia would "closely collaborate with IGAD Secretariat regarding fishery development, management processes, and expected results of cooperation".

Lack of attention to the fishery economic sector and lack of economic zones in IGAD member states were raised as setbacks for the development of the sector in the region. The workshop participants also pointed out that fishery activity in the region was largely illegal, unreported, and unregulated.

IGAD is one of the implementing partners of the ECOFISH Program which is a Cross-Regional Initiative funded by the eleventh European Development Fund to leverage regional cooperation for enhancing sustainable inland and marine fisheries in Eastern Africa, Southern Africa, and the Indian Ocean region.

Source (including image): Ethiopian News Agency



COI et ses projets

Pêche: projet Ecofish

17 août 2022

Lien de l'article



IGAD stresses forging regional cooperation to harness fisheries potentials



BY TEWODROS KASSA

ADDIS ABABA-The Intergovernmental Authority on Development (IGAD) emphasized the need for genuine cooperation and joint actions of member states towards utilizing the untapped fisheries potentials of the region.

IGAD yesterday held its second Fisheries Coordination Platform (IFCP) Work shopin Addis Ababa. On the occasion, IGAD Sustainable Environment Protection, Agriculture and Environment Division Regional Fisheries Management Expert Wassie Anteneh (PhD) said that establishing a tangible cooperation among member states is fundamental to utilize the region's fisheries potentials sustainably.

The workshop eyes creating joint cooperation among member states to create a conducive fisheries harvesting and trading system, he said. Currently, only 1.1 million tons of fish is annually harvested only from lakes and trans-boundary Rivers in the IGAD region.

The region has an estimated potential of over 3 million tons of annual fish productions, he added. Thus, active community and experts involvement strengthens the IGAD's efforts and aspirations of harnessing the untapped regional fisheries resource potentials, he noted.

As to him, over exploitation, lack of capacity, infrastructures, knowledge, among others are the major challenges hindering the regional fisheries resources utilization. Presenting the progress of IGAD Ecofish Fisheries Coordination Programme Ecofish Programme Technical Coordinator Soobasch and Sweenarain (PhD) said that promoting effective collaboration

and partnership between IGAD member states is fundamental to effective implementation of the sub-regional and national fisheries potentials.

As to him, the active participation of the private sector is also important to develop the wide fisheries potentials. Moreover, it is helpful to establish tangible fisheries resource co-management in the region, he said. Accordingly, the Ecofish Programme is a Cross-Regional Initiative is expected to ensure seamless collaboration and partnership among IGAD and its partner countries.

Plus d'information cliquez les liens ci-dessous :

- <u>Fisheries Coordination Platform Workshop Underway in Addis Ababa (waltainfo.com)</u>
- <u>Fisheries Coordination Platform Workshop Underway in Addis Ababa | Ethiopian News Agency (ena.et)</u>
- https://www.ena.et/?p=181629
- https://youtu.be/oTu5OWsT62s
- https://www.facebook.com/OBNHornofAfrica/videos/59325136217 9796/?flite=scwspnss&mibextid=vqcPqKBpr7XVjaWG
- https://am.al-ain.com/article/ethiopia-started-two-projects-on-fish-production-in-cooperation-with-neighboring-countries
- https://www.facebook.com/100069403920568/posts/3713803351 85428/?flite=scwspnss&mibextid=vqcPqKBpr7XVjaWG
- https://www.facebook.com/1490190331223441/posts/326897273 0011850/?flite=scwspnss&mibextid=vgcPqKBpr7XVjaWG
- https://www.facebook.com/1490190331223441/posts/326897273 0011850/?flite=scwspnss&mibextid=vgcPqKBpr7XVjaWG
- https://www.facebook.com/100069403920568/posts/3713803351 85428/?flite=scwspnss&mibextid=vgcPgKBpr7XVjaWG
- https://www.facebook.com/420463658526326/posts/1197564600 816224/?flite=scwspnss&mibextid=vgcPqKBpr7XVjaWG
- https://www.facebook.com/AmnaddisEnglish/videos/47043006462 7631/?flite=scwspnss&mibextid=vqcPqKBpr7XVjaWG
- https://www.facebook.com/354432341682705/posts/1561539460
 971981/?flite=scwspnss&mibextid=vgcPqKBpr7XVjaWG



COI et ses projets Concours photos : réchauffement climatique 18 août 2022 Lien de l'article



Réchauffement climatique : les îles en première ligne Joseph Martin

La Commission de l'Océan indien (COI) alerte sur la situation des insulaires dans un contexte de bouleversement climatique. Par un concours photos et des lauréats sélectionnés pour un ouvrage dédié au sujet, l'organisation veut sensibiliser le grand public.



Le réchauffement climatique est une donnée globale mais aux répercussions locales très variables. « Les îles sont en première ligne du défi climatique. Pour les habitants de l'Indianocéanie, c'est du vécu. En juin 2021, la COI a lancé un concours photo appelant à témoigner du changement climatique. Plus de 80 photographes amateurs ou confirmés ont participé à ce concours réalisé dans le cadre du programme Intra-ACP AMCC+ financé par l'Union européenne. 47 photos ont été sélectionnées par un jury indépendant pour figurer dans un ouvrage lancé le 07 juillet 2022 à l'océanarium Odysseo de Port-Louis (Maurice). Son titre: "les îles face au défi climatique" » explique la Commission de l'Océan indien (COI) dans un communiqué à ce sujet.

C'est tout l'enjeu des grands débats planétaires sur le climat : mettre le doigt sur les urgences pour favoriser des plans d'actions et limiter les dégâts. « Les grandes conférences mondiales sur le climat, la biodiversité ou les océans pointent l'urgence planétaire. Mais souvent, la voix des îles n'est pas assez entendue. Seule organisation spécifiquement insulaire d'Afrique, la COI est un porte-voix pour les îles d'Afrique et de l'océan Indien » ajoute le texte.

Cyclones, érosion, pollution, inondations ou pluies exceptionnelles ont un impact fort sur les îles. Heureusement, les initiatives se multiplient pour s'adapter ou restaurer les zones les plus touchées. « Cette voix insulaire n'est pas que celle des décideurs politiques. C'est aussi celle de citoyens préoccupés, mobilisés et soucieux de peser sur le cours des choses ; c'est

aussi la voix de la jeune génération qui est consciente de l'enjeu ce qui est un motif d'espoir ainsi qu'une responsabilité pour nous. C'est ce que nous racontent les photographies qui ont été rassemblées dans le livre « Les îles face au défi climatique » » explique une porte-parole de la Commission de l'Océan indien.



COI et ses projets Concours photos : réchauffement climatique 18 août 2022 Lien de l'article



Océan Indien : Lancement du livre « les iles face au défi climatique »

Les îles sont en première ligne du défi climatique. Pour les habitants de l'Indianocéanie, c'est du vécu.

En juin 2021, la COI a lancé un concours photo appelant à témoigner du changement climatique. Plus de 80 photographes amateurs ou confirmés ont participé à ce concours réalisé dans le cadre du programme Intra-ACP AMCC+ financé par l'Union européenne. 47 photos ont été



sélectionnées par un jury indépendant pour figurer dans un ouvrage lancé le 07 juillet 2022 à l'océanarium Odysseo de Port-Louis (Maurice). Son titre: "les îles face au défi climatique".

La voix des îles

Les grandes conférences mondiales sur le climat, la biodiversité ou les océans pointent l'urgence planétaire. Mais souvent, la voix des îles n'est pas assez entendue. Seule organisation spécifiquement insulaire d'Afrique, la COI est un porte-voix pour les îles d'Afrique et de l'océan Indien.

Gina Bonne, chargée de mission "Environnement et climat" de la COI explique:

"Cette voix insulaire n'est pas que celle des décideurs politiques. C'est aussi celle de citoyens préoccupés, mobilisés et soucieux de peser sur le cours des choses ; c'est aussi la voix de la jeune génération qui est consciente de l'enjeu ce qui est un motif d'espoir ainsi qu'une responsabilité pour nous. C'est ce que nous racontent les photographies qui ont été rassemblées dans le livre « Les îles face au défi climatique ».

On y voit la sécheresse, l'érosion, la pollution, les inondations, les pluies diluviennes et les cyclones. Mais on y voit aussi des écosystèmes restaurés et protecteurs, des initiatives locales de reforestation, des innovations et un appel à plus de sobriété dans nos modes de vie."

Partenariat

Pour faire face aux chocs systémiques, les Etats membres de la COI peuvent compter sur le soutien des partenaires. L'Union européenne est, à ce titre, un partenaire historique. Elle finance ou cofinance de nombreux projets régionaux en faveur de la résilience et de la diplomatie climatique.

Pour Massimiliano Messi, chargé d'affaires de la délégation de l'UE pour Maurice et les Seychelles:

"Avec son Pacte vert européen, l'Union européenne n'a jamais été aussi ambitieuse dans la lutte contre le changement climatique et dans la préservation de la biodiversité. Pour la lutte contre le changement climatique par exemple, le Pacte Vert prévoit que 25% du budget de l'Union y soit dédié, notamment pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Cette ambition se traduit avec force dans notre coopération extérieure, comme dans les îles membres de la COI, qui disposent de ressources naturelles exceptionnelles, mais qui se trouvent être extrêmement vulnérables aux impacts du changement climatique."

47 photographies à découvrir

"A travers ces photographies, les participants au concours nous ont fait voyager et découvrir des paysages et des scènes de vie, loin du cliché de carte postale tropicale qui fait la renommée de notre région. [...] Toutes ces photos nous montrent, à quel point, nos îles sont vulnérables face au changement climatique et que nous subissons ses effets au quotidien. [...] La photo qui a le plus attiré l'attention du jury, c'est celle d'une fillette récupérant de l'eau dans un puit de sable quasiment vide. Cette image est un cri d'alarme autant que le témoignage attristé d'une réalité que vivent durement trop d'enfants, de femmes et d'hommes dans nos îles et ailleurs dans le monde." - Irina Randrianaly, géographe et photographe formée par Pierrot Men, membre du jury du concours.

Les lauréats du concours photo sont:

David Razafimbohitra de Madagascar pour sa photo "Enfant cherchant de l'eau dans la sécheresse", catégorie "les effets visibles du changement climatique"

Serge Rakotofiringa de Madagascar pour sa photo "La reforestation lutte contre le changement climatique", catégorie "les solutions en matière d'adaptation ou d'atténuation"

Abbigayle Claite de Maurice pour sa photo "RipRap, tentative visant à prévenir l'érosion côtière", catégorie "jeune"

Ces photos sont à (re)découvrir ici.

En plus des photos lauréates, les membres du jury en ont sélectionné une quarantaine d'autres.



COI et ses projets

Environnement : projet ExPLOI
août 2022
Lien de l'article



Participe à la rencontre internationale Les plastiques dans l'Océan Indien

Entrepreneurs, chercheurs et citoyens engagés dans la lutte aux changements climatiques



Description du projet

LOJIQ – Les Offices jeunesse internationaux du Québec, en partenariat avec le Groupe Interacadémique pour le Développement (GID) et la Commission de l'Océan indien (COI), souhaite soutenir la participation d'entrepreneurs, chercheurs et citoyens engagés dans la lutte aux changements climatiques à la rencontre internationale *Les plastiques dans l'Océan Indien*. Cet événement se déroulera à Tananarive, au Madagascar, du 17 au 19 octobre 2022. Le séjour comportera des visites et rencontres complémentaires, les 15 et 16 octobre.

Rencontre internationale Les plastiques dans l'Océan Indien Les plastiques dans l'Océan Indien a pour objectif de mettre en synergie 3 piliers importants pour contribuer à la lutte contre la pollution plastique : la science, l'éducation + la société et l'industriel. Scientifiques, industriels, représentants de la société civile, publics scolaires et universitaires pourront échanger pendant 3 jours et présenter à l'issue des travaux quelques pistes aux décideurs politiques de la région. Cette rencontre internationale entre dans le cadre du projet ExPLOI (Expédition Plastique Océan Indien) et elle est organisée par le GID) et la COI).

Les participants sélectionnés seront invités à prendre part à une table-ronde sur le leadership des jeunes pour lutter contre les changements climatiques. Une préparation à la table-ronde est prévue en amont de l'événement.

Groupe Interacadémique pour le Développement (GID) Le GID est un réseau international créé en 2007 par 11 Académies d'Europe du Sud et du continent africain qui compte actuellement une trentaine d'Académies nationales (des sciences, des technologies, d'agriculture, de médecine...) avec l'ambition de mobiliser les savoirs au service d'un véritable co-développement euro-africain. Suite de l'article







« L'océan Indien a deux grandes richesses : sa jeunesse et sa biodiversité »

Une hyper-dépendance aux matières premières et aux importations, des défis énormes dans la connectivité, des écosystèmes à préserver... La femme d'affaires malgache Joséphine Andriamamonjiarison, présidente de Cap Business océan Indien, évoque les enjeux économiques des îles et archipels du Sud-Est africain.



Créée en 2005 pour fédérer les acteurs du secteur privé, Cap Business océan Indien regroupe des chambres de commerce et d'industrie, ainsi que des organisations professionnelles des cinq îles de la <u>Commission de l'océan Indien (COI)</u> – Comores, Réunion, Madagascar, Maurice et Seychelles – et de Mayotte.

L'association est présidée depuis mai 2021 par Joséphine Andriamamonjiarison. Après une carrière au siège de la BNP à Paris, puis au sein du groupe Bolloré à Madagascar en tant que directrice de la filiale distribution de tabac, la femme d'affaires malgache a créé ses propres entreprises de communication. Associée au sein du cabinet Hermès Conseils, elle est aussi présidente de la chambre de commerce et d'industrie

Jeune Afrique : Qu'est-ce qui fait la spécificité de l'Indianocéanie ? Joséphine Andriamamonjiarison : Son dynamisme économique avant tout. Nos territoires sont certes séparés par la mer, mais ils demeurent complémentaires. Tous ont démontré une relative résilience face à la pandémie de Covid-19. Et tous ont amorcé la relance de leur économie, malgré les nouveaux défis liés aux répercussions du conflit russo-ukrainien sur les chaînes d'approvisionnement. Suite de l'article





Investissement étranger : Investir aux Seychelles inclura un test des besoins économiques

| By: Rita Joubert-Lawen édité par: Betymie Bonnelame traduit par Rudie Bastienne



Pour ouvrir des entreprises telles que des établissements touristiques de moins de 25 chambres, les étrangers doivent s'associer à un Seychellois. (Seychelles Nation)

(<u>Seychelles News Agency</u>) - Les entreprises étrangères devront désormais subir une évaluation avant de s'installer aux Seychelles conformément aux modifications apportées à la loi sur l'investissement des Seychelles, a déclaré jeudi un haut responsable.

La déclaration a été faite par le secrétaire principal à l'investissement, Michael Nalletamby, lors d'un entretien avec un groupe d'agents de licence et d'enregistrement au sujet du Règlement de 2022 sur l'investissement (activités économiques) des Seychelles.

Le nouveau règlement a établi des directives claires sur les activités économiques aux Seychelles dans lesquelles un non-Seychellois peut investir.

Une série de réunions avec des informations actualisées sont organisées par la direction des investissements avec les institutions concernées.

Depuis juillet de cette année, la réglementation a été modifiée de sorte qu'avant qu'un étranger puisse créer une entreprise aux Seychelles, un examen des besoins économiques soit effectué par le Seychelles Investment Board (**SIB**).

Le règlement stipule que le **SIB** « évaluera les candidatures de non-Seychellois souhaitant exercer des activités dans lesquelles un non-Seychellois pourrait souhaiter investir, sur la base d'un examen des besoins, en tenant compte du développement de l'activité économique aux Seychelles, dans la mesure où cela peut être considéré dans l'intérêt de l'économie nationale et des consommateurs."

Les changements permettent aux ressortissants étrangers d'investir dans des entreprises qui incluent des services d'architecture, des services juridiques et des services fiscaux sans avoir à s'associer à un ressortissant seychellois. Suite de l'article





Une convention de 24,5 millions d'euros signée entre l'AFD et La CINOR



L'Agence Française de Développement (AFD) et La CINOR ont signé ce vendredi 19 août 2022 une convention de financement. Ce prêt accordé par l'AFD à hauteur de 24,5 millions d'euros consiste à financer partiellement le programme pluriannuel d'investissement des budgets « Eau Potable et Assainissement Collectif » et principal de la CINOR pour l'année 2022.

Maurice GIRONCEL, président de La CINOR, s'est exprimé sur l'importance de cette convention :

« La CINOR est particulièrement fière de signer ce nouveau partenariat avec l'AFD. C'est un signe de bonne santé financière. L'AFD nous accompagne pour que nous puissions continuer à investir dans nos champs de compétences. C'est une condition sine qua non du développement durable de notre territoire. La nature des investissements soutenus par ces financements démontre notre souci premier d'apporter à notre territoire les outils d'un développement durable, résilient, exemplaire. L'AFD se réjouit d'accompagner de nouveau La CINOR dans la mise en œuvre de sa politique d'investissements. Notre partenariat repose sur une confiance mutuelle et des attentes communes en matière de transition écologique et d'aménagement du territoire. L'AFD est confiante dans la capacité de La CINOR à maintenir une trajectoire financière équilibrée tout en poursuivant une politique ambitieuse résolument tournée vers l'avenir ». Suite de l'article



Centres d'Intérêts Pêche19 août 2022
Lien de l'article

midimadagasikara Prente Guodden National d'Information de Madagascar

Accord de pêche : La 7e session de négociation avec l'Union européenne vers mi-septembre

Les négociations entre Madagascar et l'Union européenne concernant le renouvellement de l'accord de pêche thonière vont reprendre.

« La 7º session de négociation entre les deux parties est prévue vers miseptembre de cette année », a annoncé le directeur général de la Pêche et de l'Aquaculture, Etienne Bemanaja, lors de la présentation des bilans et perspectives du ministère de la Pêche et de l'Économie bleue. Et lui d'ajouter que les discussions portent notamment sur le paquet financier, y compris la réforme des redevances. « Plusieurs paramètres font également l'objet de négociations. On peut citer, entre autres, le droit d'accès aux ressources halieutiques et le nombre de navires battant pavillon européen pouvant exercer dans les eaux maritimes sous juridiction malgache. L'Etat va ainsi négocier avec l'Union européenne pour réduire le nombre de bateaux autorisés à y pêcher, si auparavant, on recensait 94 navires de pêche, et ce, en vue d'assurer une exploitation rationnelle de nos ressources halieutiques », a-t-il enchaîné.

14 milliards Ar. En outre, « la durée de l'accord ne devra pas dépasser quatre ans au lieu de six à huit ans avant. Pour l'instant, deux protocoles d'accord de pêche ont été signés par le ministère de la Pêche et de l'Économie bleue. L'une avec la société Interatun Ltd suivie de la délivrance de licence de pêche a ses navires déjà opérationnels dans les eaux maritimes malgaches tandis que l'autre a été signée avec la société Japan Tuna. Cela concerne la conduite d'une pêche commerciale des thons et espèces associées. Actuellement, 51 bateaux dont 47 navires de pêche crevettière opèrent dans les eaux maritimes malgaches contre 255 bateaux de pêche en 2018. Parlant de redevances payées pour l'exploitation de crevettes, nous avons enregistré à peu près 14 milliards Ar contre 2 milliards Ar par an », d'après toujours les explications du Directeur général de la Pêche et de l'Aquaculture.

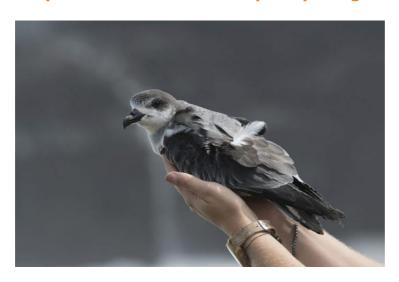
Valorisation. Parmi les bilans réalisés par ce ministère de la Pêche et de l'Économie bleue en une année, on peut citer, entre autres, l'acquisition de 7 vedettes pour le renforcement de la surveillance de pêche, la mise en place effective de la structure de la Fishery Transparency Initiative. Plus de 4 900 000 alevins sont empoisonnés dans plus de 1 100 étangs au profit de 400 producteurs, outre le reversement de plus de 517 000 alevins dans des lacs dans 12 régions. Par ailleurs, 859 acteurs dans la région Anosy ont bénéficié d'une formation sur la transformation des produits halieutiques. L'acquisition de 2 486 équipements de valorisation de produits halieutiques avec l'appui du projet SWIOFish, n'est pas en reste.







Un plan national d'actions pour protéger les pétrels de La Réunion



Bonne nouvelle pour les amis des Pétrels, le ministère de la Transition écologique vient de lancer un plan d'actions pour sauver ces oiseaux victimes d'attaques de rats et de chats et gênés par la pollution lumineuse lors de leur premier envol.

Suite à un premier plan de conservation du Pétrel de Barau (2008-2016) et un plan national d'actions en faveur du Pétrel noir (2012-2017), le ministère de la Transition écologique vient de publier un plan d'actions en faveur des Pétrels endémiques de La Réunion, qui s'étaleront jusqu'en 2030. Grâce à cette reconnaissance officielle, le Parc national de la Réunion et l'Université de La Réunion devraient recevoir des subventions, notamment européennes. Le coût total du plan est estimé à 17,2 millions d'euros sur 10 ans, soit un montant annuel moyen d'environ 1,7 million d'euros.

« Ce plan national est le fruit d'une large concertation avec tous les acteurs concernés par la conservation de ces deux espèces: associations, chercheurs, collectivités territoriales et institutions publiques. Ainsi, plus de 100 personnes ont été réunies au cours de l'élaboration de ce PNA, que ce soit lors de comités techniques, de groupes de travail thématique, Pollution lumineuse, Prédation par les chats, Biosécurité et veille sanitaire, Éducation à l'environnement ou lors du comité de pilotage final réuni à la sous-préfecture de Saint-Pierre », expliquent les responsables du Parc.





Tourisme – Obeegadoo : « La réussite de la réouverture est reconnue par tous »



Le ministre du Tourisme, Steeve Obeegadoo a rencontré la presse pour faire un bilan du secteur durant la période post-covid, hier, jeudi 18 août.

«Nou pa réalizer ki si gouvernma ti lave lamain, li pa ti pou fasil! Li important de tenir en compte de ce que le gouvernement a fait pendant les deux de difficultés», a-t-il lancé. Le ministre Obeegadoo a salué la résilience du secteur, impactés par la pandémie de la Covid-19 et face aux enjeux. Cette résilience a été accompagnée, dit-il, d'un soutien total de l'Etat, avec des mesures comme le Wage Assistance Scheme (WAS) pour le secteur touristique qui sechiffre à Rs 12,3 milliards. Pour ce qui est du Self Employed Assistance Scheme (SEAS), Rs 360 millions ont été decaissées par l'Etat touchant 3 481 bénéficiaires.

De plus, Steeve Obeegadoo a avancé que Rs 11, 8 milliards ont été déboursées par la Mauritius Investment Corporation (MIC) pour soutenir le tourisme.

«L'impact de la crise sanitaire était indéniable», a reconnu néanmoins le ministre. Il a fait ressortir que malgré les critiques, il n'y a pas eu d'hospitalisation pour aucun touristes depuis le réouverture de l'espace aérien. «La réussite de la réouverture est reconnu par tous. Une réussi collective, du gouvernement, de la population et les partis concernées dont le secteur privé ».

Un succès acclamé, a-t-il souligné au niveau international, tel que la FMI, la Banque Mondiale et l'OMS.

Abordant la réouverture des frontières, Steeve Obeegadoo a avancé que la France demeure le premier au niveau des marchés le plus prisés. Le Royaume-Uni se classe en deuxième position des pays avec le plus d'arrivée pour le mois de juillet.



Centres d'Intérêts Tourisme 22 août 2022 Lien de l'article

midimadagasikara Prenir Quoliden National d'Hofornation de Madagascar

Secteur aérien : 71 289 passagers enregistrés au premier semestre

Le nombre de passagers débarquant au niveau des aéroports internationaux de Madagascar ne cesse d'augmenter depuis le début de cette année jusqu'au mois de juin dernier. D'après les statistiques publiées par le ministère en charge du Tourisme, 71 289 passagers sont enregistrés au cours de ce premier semestre. Parmi lesquels, 30 159 arrivées internationales et régionales, dont 52,87% constitués de non-résidents, ont répondu à une enquête statistique tourisme, menée par ce département ministériel lors de leur débarquement dans les aéroports internationaux.

Non-résidents malgaches. Ainsi, les résultats de cette enquête ont permis de découvrir que 47,52% des passagers non-résidents sont des ressortissants français. Viennent ensuite les Italiens avec un taux de 12,72%. Il y a également des non-résidents d'origine malgache avec un taux de 7,67%. En revanche, 4,97% des passagers non-résidents ayant répondu à l'enquête sont en provenance de Maurice et 4,05% autres sont de nationalité américaine. Les Indiens, les Allemands et les Chinois s'intéressent également à la destination Madagascar même si leurs nombres d'arrivées restent encore faibles atteignant respectivement 3,49% et 2,99% ainsi que 2,55% des passagers non-résidents débarquant dans nos aéroports internationaux.

49,01% pour le tourisme. Parlant de la durée de leur séjour dans la Grande île, 26,72% d'entre eux y restent moins d'une semaine tandis que 17,78% de ces non-résidents y séjournent pendant deux semaines. Quant à la répartition de ces passagers non-résidents selon leurs régions de destination, 47,98% d'entre eux ont choisi comme destination le centre de l'île tandis que 34,58% autres ont préféré rejoindre la partie Nord de Madagascar. Questionnés sur leurs motifs de voyage, 49,01% de ces passagers enquêtés ont exprimé qu'ils sont venus en terre malgache rien que pour le tourisme. Pour les 23,40% des non-résidents interrogés, ils ont évoqué comme motif de leur voyage, la visite familiale si 12,01% autres sont venus pour affaires.

Améliorer la capacité d'accueil. Il faut savoir que la haute saison du tourisme à Madagascar s'annonce bonne. Une nette évolution du nombre d'arrivées internationales et régionales serait ainsi attendue d'autant que l'Etat ne ménage pas ses efforts pour favoriser l'arrivée des touristes internationaux dans le pays. Suite de l'article





Comité des élus à l'ARS : un Projet Régional de Santé en gestation pour La Réunion

Une première réunion d'élaboration du Projet Régional de Santé (PRS) pour la période 2023–2033 s'est tenue ce 17 août au siège de l'Agence Régionale de Santé de La Réunion (ARS) à Saint-Denis. Le communiqué du Département ci-dessous.



"Principal instrument de pilotage régional des politiques de santé, le PRS définit les objectifs pluriannuels des actions que mène l'ARS dans ses domaines de compétences, ainsi que les mesures tendant à les atteindre" a expliqué Gérard Cotellon, directeur général de l'ARS, en présence de plusieurs élus dont Cyrille Melchior, Président du Département ; Huguette Bello, Présidente de la Région ainsi que le Sénateur Michel Dennemont et la Sénatrice Nassimah Dindar par visioconférence ; les députés Karine Lebon et Philippe Naillet, sans oublier plusieurs maires et conseillers municipaux délégués à la santé.

Lors de son intervention, le Président du Département a insisté sur "la mise en œuvre d'une politique de santé qui doit nécessairement intégrer une vision globale, pour les 10 prochaines années, à la lumière des enseignements des 2 ans passés, marqués par une crise sanitaire majeure. Les défis sont multiples. Il est essentiel que nous puissions travailler main dans la main, afin de les relever dans le cadre de ce PRS" a réitéré Cyrille Melchior face au comité des élus. Il n'a pas manqué de souligner le partenariat historique entre le Département et l'ARS qui "a permis des avancées majeures, notamment dans le domaine de la lutte contre les pensions dites marrons. 50% des EHPAD existant ont été contrôlés et plusieurs inspections sont programmées avant fin 2022. Le plan de contrôle sera étendu aux établissements accueillant les personnes en situation de handicap". Suite de l'article





Al-watwan

Union des syndicats des contrôleurs aériens de l'Asecna La section comorienne en grève à partir du 25 août



Les liaisons aériennes internationales et domestiques seront perturbées du jeudi 25 août au samedi 27 août prochain en raison de la grève de 48h annoncée par l'Union des syndicats des contrôleurs aériens de l'Asecna (Usycaa). Cette décision d'entrer en grève «ne vise aucun gouvernement dans la mesure où l'Usycaa est une organisation syndicale apolitique à but non lucratif», expliquet-on. Elle a cependant été déclenchée dans le but «de promouvoir la sécurité, l'efficacité et la régularité de la navigation aérienne dans les espaces aériens des Etats membres de l'Asecna à travers l'amélioration des conditions de travail des contrôleurs aériens».

Le Syndicat des contrôleurs aériens des Comores (Sycacom) a convié la presse vendredi 19 août dernier au New Select. L'objectif de cette rencontre est, selon le secrétaire général du Sycacom, Mohamed Djoumoi, de communiquer le préavis de grève annoncé par l'union des syndicats des contrôleurs aériens de l'Asecna prévue à partir du jeudi 25 août prochain. 'L'union des syndicats des contrôleurs aériens de l'Asecna (Usyaa) informe l'opinion publique qu'elle vient de déposer un préavis de grève auprès de la direction générale de l'Asecna», a annoncé Mohamed Djoumoi poursuivant que «la grève prendra effet à compter du jeudi 25 août de 8 h au samedi 27 août à 7 h 59 TU, et puis d'une durée indéterminée jusqu'à satisfaction totale de toutes nos revendications». Suite de l'article